

Au Sri Lanka, passé et présent de la mobilisation

<https://www.contretemps.eu>

populaire

redaction

En proie à une crise économique sans précédent (dont les origines ont été analysées [ici](#)), le Sri Lanka connaît, depuis plusieurs mois, une mobilisation populaire historique qui a obtenu au début du mois de mai la démission du premier ministre, ouvrant la possibilité d'une agitation aux tournures révolutionnaires.

Cet article, originellement publié sur le site [The India Forum](#), revient sur les racines historiques de ces mobilisations des travailleuses et travailleurs, tout en faisant le point sur les concessions que le mouvement est parvenu à arracher jusqu'ici et en s'interrogeant sur son devenir, alors qu'un certain nombre de grandes puissances dont les États-Unis, l'Inde et la Chine ont débloqué des fonds pour tenter de secourir le gouvernement contesté.

Les deux auteurs, Devaka Gunawardena et Ahilan Kadirgamar, sont économistes. Le premier est chercheur indépendant et le second enseigne à l'Université de Jaffna (Sri Lanka).

Les mouvements de protestation qui secouent le Sri Lanka depuis des mois, menaçant l'ordre existant, n'ont pas surgi de nulle part. Ils ont peut-être été déclenchés par une crise économique immédiate, mais ils s'inscrivent dans une lutte contre la dépossession qui remonte aux années 1950.

Historiquement, les mouvements de protestation au Sri Lanka se sont déroulés par à-coups et ont été façonnés par les crises. À des moments critiques, le peuple a chassé des régimes autoritaires ou bien impopulaires, préservé la démocratie et même modifié la trajectoire économique. L'un de ces moments fut le grand Hartal de 1953^[1]. Il appartiendra aux historien-nes de décider si le *hartal* du 6 mai 2022 et le soulèvement du 9 mai pour défendre ces mouvements de protestation ont la même importance historique.

La question est maintenant de savoir si les protestations en cours peuvent se poursuivre durant ce qui est communément considéré comme la pire crise économique que le Sri Lanka ait connue depuis l'Indépendance. Les gens sont massivement sortis de chez elles et eux pour demander la démission du président Gotabaya Rajapaksa. Mais il existe de nombreux courants au sein du mouvement qui couvrent le large spectre de la politique des travailleurs et des travailleuses.

Afin d'analyser ce mouvement de résistance, nous devons commencer par comprendre ce qui l'a déclenché. À première vue, les gens réagissent aux graves malversations politiques et à la mauvaise gestion économique du gouvernement Rajapaksa. Le gouvernement a ignoré la crise économique qui a suivi la pandémie de Covid-19 et qui a été provoquée par l'effondrement des revenus du tourisme et la baisse des transferts de fonds des migrant-es. Bien que le pays ne soit plus en mesure de rembourser la dette souveraine accumulée en une quinzaine d'années (qui représente environ 40 % de sa dette extérieure totale), le gouvernement a soutenu qu'il pouvait éviter le défaut de paiement et traverser la crise.

Le gouvernement espérait que le tourisme et les transferts de fonds reprendraient. Il s'est appuyé sur une stratégie d'accords de crédits (*swap*) bilatéraux à court terme pour renflouer des réserves de change en chute libre. La crise a toutefois atteint son paroxysme en mars de cette année, lorsqu'il est devenu évident que le Sri Lanka était à court de devises pour payer les importations et pour rembourser la dette. Le pays a commencé par conséquent à connaître des pénuries drastiques de nourriture, de carburant et d'autres importations essentielles.

Les gens qui, avec le début de la pandémie, avaient subi des difficultés économiques ont commencé à se mobiliser de manière plus militante dans tout le pays contre la montée en flèche des prix – notamment le doublement du prix de l'essence, du riz et du pain – et l'apparition de longues files d'attente dues à la pénurie d'approvisionnement, dans lesquelles plusieurs personnes sont mortes en restant debout dans la chaleur torride. Les mouvements de dissidence ont commencé à converger lorsque, dans la nuit du 31 mars, des centaines de manifestant-es ont tenté de pénétrer dans la maison du président Rajapaksa à Mirihana, dans la banlieue de Colombo. Par la suite, les manifestants ont commencé à se rassembler dans différentes parties du pays, et de manière la plus visible sur le bord de mer, à Galle Face Greene, au cœur de Colombo.

Les manifestant-es ont exigé le départ du président et de son frère, le premier ministre Mahinda Rajapaksa. Des centaines de syndicats sont finalement entrés en lice. Un *hartal* massif a été organisé dans tout le pays le 6 mai. Le gouvernement a réagi en déclarant l'état d'urgence le jour suivant. Enfin, le 9 mai, Mahinda Rajapaksa a envoyé des groupes attaquer les manifestant-es à Galle Face, ce qui a entraîné une explosion de violence et de représailles dans tout le pays, y compris l'incendie de maisons appartenant à des députés du parti au pouvoir.

Mahinda Rajapaksa a démissionné le jour même mais, dans un geste spectaculaire, Ranil Wickremesinghe, ancien premier ministre et membre de l'opposition, a prêté serment comme premier ministre. Il a promis de rétablir les approvisionnements essentiels grâce à une éventuelle injection de fonds des États-Unis et de leurs alliés régionaux, comme l'Inde et le Japon.

Le mouvement de protestation qui exigeait la démission de Gotabaya [le président] se trouve désormais à la croisée des chemins. Les raisons qui ont poussé ces acteurs extérieurs à se précipiter pour sauver le régime Rajapaksa sont liées à la manière dont les élites dirigeantes elles-mêmes ont commencé à être visées par les manifestants le 9 mai. Que les événements se transforment en une agitation nationale aux proportions révolutionnaires jamais vues depuis le Hartal de 1953 devenait une issue possible.

Le fait que les maisons et les véhicules des politiciens du parti au pouvoir aient été détruits est un signe de l'effondrement social plus large de la légitimité de la classe dirigeante. La question qui se pose désormais est de savoir si le rétablissement de l'approvisionnement des produits essentiels suffira à apaiser les manifestant-es qui se sont rassemblé-es de partout. La montée en puissance des protestations des travailleurs et des travailleuses au cours de l'année écoulée représente un tournant dans l'histoire du pays. Comment le mouvement de protestation va-t-il progresser ? Pour répondre à cette question, il est utile d'examiner le passé du Sri Lanka et le vocabulaire indigène de la résistance qui s'est développé au fil du temps.

Les émeutes de la faim, le FMI et les solutions internationales

Il n'est pas rare que le Sri Lanka annonce des changements plus globaux qui se produisent dans le monde. Il semble rappeler des tendances antérieures et en anticiper de nouvelles. Comme l'avancent Walton et Seddon (1994) dans leur célèbre ouvrage analysant les émeutes de la faim déclenchées par les politiques d'ajustement structurel du Fonds

Monétaire international (FMI), le *Hartal* de 1953 au Sri Lanka a été la première et, d'une certaine manière, l'unique protestation de ce type jusqu'aux crises de la dette du début des années 1980 qui ont touché les pays en développement. Aujourd'hui, l'île est à nouveau le théâtre d'un *hartal* qui a ravivé l'intérêt pour ces aspects de son histoire. La question est toutefois de savoir si ce dernier préfigure également des changements à l'échelle mondiale, surtout si l'on tient compte de la crise de la dette qui touche les pays du Sud dans le sillage de la pandémie de Covid-19.

La couverture médiatique des manifestations actuelles s'est très largement concentrée sur les manifestant-es de classe moyenne. Elle a mis en évidence la manière dont la crise économique actuelle a affecté même ceux et celles qui étaient généralement considéré-es comme plus aisé-es. Mais comme le démontrent le *hartal* du 6 mai et la réaction effrayée du gouvernement qui a imposé l'état d'urgence, la véritable menace pour l'élite dirigeante est le fait que le mouvement de protestation actuel incarne la puissance formidable des mobilisations des travailleurs et travailleuses.

Colvin R. De Silva, l'un des leaders socialistes du Sri Lanka, a soutenu dans son pamphlet *Hartal !*, publié en 1953, que la tactique du *hartal* est une arme plus large que la grève générale. Elle inclut non seulement la classe ouvrière, mais aussi les pauvres des villes et les communautés rurales. Parler d'un *hartal* exige d'aborder la politique des travailleurs et des travailleuses comme une relation diverse et parfois contradictoire. Au sein des masses de personnes au Sri Lanka qui subissent de graves difficultés économiques aujourd'hui, l'identification des causes de la crise peut varier. Par exemple, les agriculteurs et agricultrices peuvent exiger un prix du riz plus élevé, alors que les consommateurs et consommatrices revendiquent que les prix soient subventionnés pour contenir l'effet de la hausse des coûts. Malgré ces positions apparemment divergentes, il est toutefois possible d'envisager les mouvements de protestation présents sous l'angle de la souveraineté alimentaire, et ainsi englober ces préoccupations différentes en prévoyant la mise en place d'un ordre alternatif.

Ces derniers jours, les manœuvres des acteurs internationaux ont créé un espace permettant aux élites compradores du Sri Lanka de se remettre en selle et de tenter la mise en place d'un programme de stabilisation temporaire. Une grande partie de cette stratégie repose sur la division du mouvement de résistance. Mais le fait que le mouvement de protestation soit beaucoup plus large en termes de régions et de classes que les manifestations du désormais célèbre site du GotaGoGama [NdT. : Gota Go Village] au cœur de Colombo[2], ne peut pas être simplement ignoré en cherchant une solution auprès du FMI. Au contraire, le mouvement de protestation incarne les conséquences politiques de l'effondrement du marché, et la revendication implicite, si ce n'est explicite, d'un nouveau contrat social capable de résoudre les problèmes sous-jacents.

Il est également essentiel de garder à l'esprit que le mouvement de protestation n'a pas émergé de nulle part. Il est composé d'un ensemble d'acteurs et d'actrices qui ont perdu tout espoir dans l'État et sa capacité à soulager leurs souffrances quotidiennes. Il est utile de commencer par ressaisir les moments historiques clés de la défaite électorale des régimes autoritaires ou bien impopulaires au Sri Lanka, et ce qu'ils impliquent pour comprendre la ténacité et la trajectoire potentielle du mouvement présent.

Le Hartal de 1953 et la cristallisation de la conscience populaire

Dans les années 1930 et 1940, le Sri Lanka a développé un ensemble de mécanismes de protection sociale solides, en particulier dans les secteurs de la santé, l'éducation et des subventions alimentaires, afin de répondre aux pressions implicites et explicites des mobilisations des travailleurs et travailleuses. Ces mesures ont été prises dans le contexte de la Grande Dépression et de la Seconde Guerre mondiale. Après l'Indépendance, le gouvernement a toutefois été confronté à des défis car le pays restait dépendant des exportations de matières premières pour acquérir des devises étrangères. Après la fin du *boom* du caoutchouc lié à la guerre de Corée, le pays a connu une crise budgétaire.

Sur les conseils de la Banque Mondiale, le gouvernement du United National Party (UNP) de l'époque, dirigé par Dudley Senanayake, a annoncé en août 1953 que le prix de la mesure de riz passerait de 25 à 70 cents. Le 12 août 1953, les forces de gauche en plein essor, représentées principalement par le parti trotskiste Lanka Sama Samaja (ou LSSP, dont Colvin R. De Silva était membre) et d'autres petits partis de gauche, ont appelé à un *hartal*. Les gens ont envahi les rues. Après la mort de 12 manifestants et de nombreux autres blessé-es, le gouvernement est revenu sur les coupes [NdT. : des subventions sur le prix du riz]. Pendant les décennies qui suivirent, aucun gouvernement n'a sérieusement tenté de réduire les subventions alimentaires.

Le *hartal* en soi représentait une nouveauté dans le contexte des mouvements de résistance du Sri Lanka, mais il s'inspirait d'une plus longue tradition en Asie du Sud. Comme l'a souligné De Silva, l'idée est née de son utilisation réussie contre les Britanniques lors du mouvement Quit India lancé en août 1942. En réaction aux conséquences sur le long terme des chocs économiques imposés à l'Inde par le colonialisme – tels que Mike Davis, par exemple, les a analysés dans son ouvrage [Génocides Tropicaux](#), en trouvant la cause des famines dans une forme précoce de fondamentalisme du marché appliqué aux colonies du monde entier – le *hartal* est devenu une forme globale de résistance aux forces de la dépossession.

Comme évolution nouvelle de cette forme, le Grand Hartal de 1953 au Sri Lanka a contribué à questionner la signification de la souveraineté démocratique, dans la mesure où le mouvement était dirigé contre un gouvernement national et, de manière visible, indépendant. Néanmoins, on a qualifié l'UNP de comprador et de dépendant aux puissances néocoloniales. Le *hartal* s'est inscrit dans une lutte politique plus longue pour obtenir une « indépendance réelle » menée par le LSSP et d'autres petits partis de gauche. Le principal bénéficiaire de ce changement politique a toutefois été le Sri Lanka Freedom Party (SLFP), qui a remporté les élections de 1956.

Le changement politique de 1956 a réduit les enjeux complexes mis en avant par le *hartal* de 1953 à la question du remplacement d'une élite occidentalisée et culturellement déracinée, associée à celle de la poursuite du programme de mobilisation de la majorité bouddhiste cinghalaise. De cette manière, la politique nationaliste a commencé à prendre le pas sur la politique de classe de la gauche anticoloniale, finissant par subordonner la gauche à ses propres fins. La politique du « Sinhala Only » de 1956[3] a provoqué un conflit ethnique, principalement entre un régime politique au service de la majorité cinghalaise et le nationalisme tamoul émergent. En outre, le mécontentement économique de la jeunesse rurale a conduit à la première insurrection du Janatha Vimukthi Peramuna (JVP – Front de Libération du Peuple) en 1971, un mouvement éclectique constitué de jeunes inspiré-es par

Mao et Che Guevara qui ont tenté de renverser le gouvernement. Ces événements préparé le terrain aux futurs régimes pour consolider leur pouvoir autoritaire, notamment le régime de J.R. Jayewardene en 1977.

L'échec de la grève générale de juillet 1980 et la nouvelle résistance

L'écrasement de la grève générale en juillet 1980 par le régime de J. R. Jayewardene a marqué un autre tournant du mouvement de résistance sri lankais. Les forces de gauche, y compris le LSSP et le Parti communiste, qui avaient accédé au pouvoir en 1970, ont « perdu toute légitimité » du fait des difficultés engendrées par la récession économique mondiale de ces années (Herring 1987). Leur participation à la répression sanglante du JVP en 1971 a encore accentué leur compromission.

Lors des élections parlementaires décisives de 1977, le régime de Jayewardene a réussi à convaincre l'électorat qu'il pouvait offrir la prospérité. Un an plus tard, il a accru la centralisation du pouvoir en créant le bureau de la présidence exécutive. Son programme consistait à consolider le pouvoir autoritaire afin de faire passer en force des réformes néolibérales – telles que le taux de change flottant, la réduction des droits de douane sur les importations, la suppression des subventions alimentaires et, de manière générale, la mise en œuvre de la libéralisation commerciale et financière – avec le soutien des institutions internationales dominantes, comme le FMI et la Banque mondiale. L'échec de la grève générale de 1980 est le résultat à la fois des divisions au sein d'un mouvement de gauche encore chancelant et de la brutalité du régime de Jayewardene qui a utilisé aussi bien des moyens légaux qu'extra-légaux pour mener un assaut total contre la classe laborieuse organisée.

Cependant, le processus de libéralisation économique a continué à engendrer des tensions économiques qui allaient produire des réponses politiques contradictoires, dans la mesure où le nationalisme est devenu un miroir idéologique complexe pour les questions de classe (Shastri 1997). Par-dessus tout, le conflit ethnique est devenu la raison d'être de l'intervention de l'État dans l'économie, notamment par une augmentation importante des dépenses militaires, en dépit de l'insistance mise par le FMI et la Banque mondiale sur la réduction des déficits. Dans le contexte de tensions exacerbées de la guerre, la politique dans le Sud [NdT. : du pays, où vit la majorité cinghalaise] a également continué à inclure les questions de classe, celles-ci étaient toutefois passées par le prisme d'autres débats.

La deuxième insurrection du JVP de 1987-89, tout comme la première insurrection de 1971, a poussé le gouvernement de l'époque à envisager d'autres réponses aux besoins populaires. Ce gouvernement, dirigé par le successeur de Jayewardene, Ranasinghe Premadasa, a allié une stratégie brutale de contre-insurrection avec la mise en place d'un nouveau système de protection sociale, comprenant les mécanismes de transfert d'argent du programme Janasaviya^[4] et le repas de midi pour les écoliers. Ces efforts pour tenter de restaurer un certain degré de sécurité alimentaire illustraient le besoin permanent de limiter les effets les plus graves de la libéralisation sur les communautés vulnérables et marginalisées.

L'héritage de l'État-providence a façonné les régimes ultérieurs, qui ont tenté de faire tenir ensemble les exigences des puissantes institutions internationales et des élites

compradores avec la nécessité de maintenir la légitimité politique dans le sud du Sri Lanka, de soutenir les efforts militaires pour subordonner le nord et l'est, où la guerre civile entre le gouvernement et les séparatistes tamouls a été principalement menée. Même le gouvernement apparemment tout-puissant de Mahinda Rajapaksa s'est heurté à une résistance lorsque, après une victoire à la Pyrrhus contre les Tigres tamouls en 2009, il a tenté de mettre en œuvre des politiques néolibérales, comme l'augmentation des prix du carburant, la diminution des pensions de retraite et la réduction du budget de l'éducation et d'autres services.

Le peuple a répondu par des manifestations en 2011 dans la zone franche industrielle de Katunayake, par des manifestations de la communauté de pêcheurs de Negombo en 2012, par la grève des universitaires la même année, et par la résistance tacite à la militarisation et à la dépossession des terres dans le Nord. Ces courants de résistance ont convergé, ouvrant la voie à la défaite électorale du régime Rajapaksa en 2015. À cet égard, il reste possible que, dans le contexte du mouvement de protestation actuel, les syndicats puissent à nouveau jouer un rôle important, malgré leur état d'affaiblissement compte tenu de leur long déclin depuis la défaite de juillet 1980. Mais il faut pour cela rester vigilant face aux mouvements tactiques du régime aux abois de Gotabaya Rajapaksa et à la surdétermination de la crise politique par de puissants acteurs extérieurs. Le soutien direct apporté par les États-Unis et plusieurs grandes puissances à l'installation du Premier ministre Ranil Wickremesinghe, qui a subi une défaite cuisante lors des dernières élections législatives, est un exemple de la surdétermination de la crise économique par les interventions impérialistes.

La crise aiguë que traverse le Sri Lanka s'inscrit dans le contexte d'une récession économique mondiale en cours, qui a de graves répercussions sur les pays du Sud tributaires des importations. De fait, des interrogations surgissent quant aux alternatives à l'ordre néolibéral mondial qui est aujourd'hui mis à rude épreuve.

L'élite sri-lankaise s'est d'abord tournée, pour trouver une solution à la crise actuelle, vers un accord avec le FMI en faveur de la stabilisation macroéconomique. Et lorsque la pression a augmenté de fait de la multiplication des appels à la démission de Gotabaya, elle a cherché à mettre en place un arrangement constitutionnel provisoire, avant que des élections puissent être organisées dans des conditions normales. Sa stratégie économique repose essentiellement sur l'augmentation des prix de l'énergie, la réduction des effectifs du secteur public et la privatisation des actifs publics. Cependant, les mouvements de protestation illustrent les conséquences politiques de l'effondrement du marché et leur convergence avec des demandes démocratiques telles que l'abolition de la présidence exécutive.

Cette période ouvre également des possibilités de répondre aux griefs des communautés minoritaires visées par les attaques du projet nationaliste bouddhiste cinghalais, qui était une marque de fabrique des Rajapaksas. Alors qu'une grande partie de l'élite nationaliste tamoule a appelé les populations du Nord, déchirées par la guerre, à ne pas se joindre au mouvement de protestation, craignant peut-être que leur politique nationaliste étroite ne soit diluée, les jeunes et les travailleurs s'orientent vers les protestations historiques à mesure que leurs difficultés économiques s'accroissent. Les messages et les actions sur les lieux de manifestation, de la rupture du jeûne par les musulmans à l'affichage de slogans tamouls, sont des signes encourageants de l'interpénétration des revendications du Nord et du Sud. Il est possible que les questions de classe et d'ethnie se rejoignent et que la lutte les fasse avancer.

Luttes récurrentes contre la dépossession

Outre l'appel immédiat à la démission du président, nous pouvons discerner plusieurs caractéristiques essentielles, parmi les multiples sous-courants du mouvement de résistance, notamment des appels au contrôle des prix et à la distribution de produits de première nécessité. Mais comme nous l'avons vu au travers de l'histoire du *hartal* de 1953 et de ses effets sur la réorganisation de la production étatique et agricole, il n'existe pas de solution facile pour atteindre l'autosuffisance qui puisse créer un nouveau système durable.

Comme l'a souligné le sociologue Ronald Herring, par exemple, si le Sri Lanka a considérablement amélioré son autosuffisance en riz afin d'assurer une subvention alimentaire, ses efforts se sont faits au prix d'une augmentation des intrants complexes tels que les engrais, ce qui a exercé une pression sur la balance des paiements (Herring 1994 : 271). La décision désastreuse de l'actuel régime Rajapaksa d'interdire les engrais chimiques du jour au lendemain illustre l'héritage contradictoire des relations agraires, dans la mesure où l'autosuffisance en matière de production de riz s'est faite au prix d'une augmentation des produits importés tels que les engrais.

La solution, cependant, n'est pas aussi simple que de suivre les recommandations du FMI. Bien au contraire, comme le soulignent les spécialistes de l'agronomie Raj Patel et Philip McMichael (2014), plutôt que de qualifier les protestations comme celles qui ont lieu au Sri Lanka d'« émeutes du FMI », il nous faut analyser la logique de la souveraineté alimentaire qui fournit les contours implicites de la solution aux demandes des manifestant-es. Ou comme Patel et McMichael le disent, « *la recherche de modes de politique offrant un contrôle populaire sur la politique alimentaire et, en fait, sur l'économie au sens large, constitue des moments où celles et ceux qui sont privé-es de leurs droits par le régime alimentaire cherchent à devenir souverain-es* » (29).

Au cours de l'histoire, la réapparition de l'émeute alimentaire n'est pas liée à un désir de retour à un passé précapitaliste, mais plutôt aux pressions continues exercées sur les moyens de subsistance des gens, qui minent leur capacité à mettre de la nourriture sur la table. Nous devons remettre le marché à sa place. Lorsque le marché se désolidarise de la société, comme l'analysait Karl Polanyi, il génère des crises récurrentes qui non seulement sapent la reproduction sociale, mais font également courir des dangers graves et existentiels à la société elle-même. Y compris la création d'un espace pour que les forces d'extrême droite et fascistes profitent de la souffrance des gens.

La crise au Sri Lanka et le mouvement de protestation qu'elle a suscitée sont donc à la fois nouveaux et anciens. Le mouvement possède des continuités avec les protestations passées à travers le Nord et le Sud global, des premières luttes contre l'industrialisation vorace aux émeutes contemporaines déclenchées par les crises de la dette et des conditions exigées par le FMI pour son remboursement. Elle est également tournée vers l'avenir en remettant en question notre définition fondamentale de l'économie et la base matérielle sur laquelle fonctionnent les régimes politiques.

Pourtant, si nous n'avons pas encore résolu cette question, ce n'est pas parce que la seule manière d'avancer réside dans la poursuite de la libéralisation à un degré plus extrême. C'est plutôt parce que nous avons du mal à imaginer à quoi pourrait ressembler l'ordre alternatif. Toutefois, s'il y a de l'espoir, il réside dans le fait que les Sri Lankais-es n'abandonneront pas tranquillement leurs luttes. Au contraire, ils resteront vigilant-es face

aux manœuvres d'un régime autoritaire assiégé adossé à un ordre néolibéral en place depuis des décennies, même si les interventions d'acteurs hégémoniques puissants visent à sauver les deux.

La résistance des travailleurs et travailleuses est susceptible de se poursuivre, si ce n'est pas sous la formidable forme actuelle, alors de manière plus épisodique, à mesure que la longue crise économique se poursuit. La question est de savoir s'il y aura suffisamment de soutien intellectuel et politique pour intervenir dans cette période, pour approfondir les efforts populaires visant à envisager un nouvel ordre d'une manière qui rende justice à l'histoire et à la mémoire de la longue lutte contre les forces de la dépossession.

*

Traduit de l'anglais par Contretemps.

Illustration : @Welikumbura (Twitter), 22 juin 2022

Notes

[1] NdT. : Le terme « hartal » est lié historiquement au mouvement de désobéissance civile mené contre la domination coloniale britannique en Inde et désigne une mobilisation de masse, semblable à une grève générale, mais qui entraîne aussi la fermeture totale des magasins, bureaux, etc.

Organisée en juillet 1953 par les partis de gauche sri lankais en réaction notamment à la décision du gouvernement en place de supprimer la subvention du riz, aliment de base de la population, cette mobilisation massive a fortement déstabilisé le gouvernement, entraînant à terme la démission du premier ministre et le rétablissement de la subvention.

[2] Le nom vient du slogan demandant la démission du président : Gota(baya Rajapaksa) Go Home ! Les manifestant-es ont érigé sur le site du Galle Sea Face un village modèle où sont distribués gratuitement de la nourriture, de l'eau et des soins pour soutenir le mouvement.

[3] En 1955, le SLPF, à contre-courant de ce qui avait été jusqu'alors défendu par la gauche sri lankaise, décide de faire campagne pour que le cinghalais devienne la seule langue nationale du Sri Lanka, alors que les Tamouls constituent près de 30% de la population de l'île. Arrivé au pouvoir, il fait passer une loi dans ce sens, avec le soutien de l'UNP et contre l'opposition du LSSP, du parti communiste sri lankais et des partis tamouls.

[4] Le *Janasaviya Poverty Alleviation Programme* a été mis en place en 1989 pour combattre la pauvreté en élargissant les droits au crédit et en augmentant les allocations de subsistance en liquide.